



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Préfet de la Vienne  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**dossier n° PD 086 194 25 X0003**

date de dépôt : 27 janvier 2025

demandeur : **CHU de POITIERS**, représenté par  
**FREDERIC Marchal**

pour : **démolition d'une serre et de jardins**

adresse terrain : **2 rue de la Milétrie, à Poitiers  
(86000)**

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de démolir**  
**au nom de l'État**

**Le préfet de la Vienne,**

Vu la demande de permis de démolir présentée le 27 janvier 2025 par le CHU de Poitiers, représenté par Frédéric Marchal demeurant 2 rue de la Milétrie, Poitiers (86000) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la démolition d'une serre et de jardins ;
- sur un terrain situé 2 rue de la Milétrie, à Poitiers (86000) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'approbation du schéma de cohérence territorial (SCoT) du Seuil du Poitou du 11/02/2020, comprenant les périmètres des communautés de communes Vallées du Clain, du Haut Poitou, de la communauté d'agglomération de Grand Châtelleraut et de Grand Poitiers communauté urbaine ;

Vu la délibération du conseil communautaire de Grand Poitiers communauté urbaine du 07/04/2023 approuvant la modification n°5 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grand Poitiers et notamment le règlement applicable à la zone U2h ;

Vu la délibération du conseil communautaire de Grand Poitiers du 25/06/2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) à l'échelle des 40 communes du territoire ;

Vu l'avis de GRTgaz - Pôle Exploitation Centre Atlantique/DO/Service Travaux Tiers et Données - Site d'Angoulême du 24/02/2025 ;

Vu l'avis favorable de ENEDIS/DR Poitou-Charentes/Accueil Raccordement Electricité du 17/02/2025 ;

Vu l'avis favorable de R.T.E./Groupe Maintenance Réseaux Poitou-Charentes du 14/02/2025 ;

Vu l'avis réputé favorable de ARS Nouvelle Aquitaine -Délégation Départementale de la Vienne ;

Vu l'avis réputé favorable du maire ;

**Considérant** que le projet de démolition est localisé à proximité d'ouvrages de transport de gaz haute pression ;

**Considérant** qu'il se situe dans la zone de servitude de la canalisation de gaz référencée DN100-1962-MIGNALOUX-BEAUVOIR TRUCHON NAINTE relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des ouvrages de transport de gaz ;

**Considérant** que l'ouvrage susmentionné inclut une zone non-aedificandi et non-sylvandi ;

**Considérant** l'article R.111-2 du code de l'urbanisme qui dispose que « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* » ;

**Considérant** ainsi que le projet nécessite la mise en place de mesures adaptées afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations ;

# ARRÊTE

## Article 1 - Autorisation

Le permis de démolir est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

## Article 2 - Réseau gaz

Les démolitions de bâtiments, susceptibles de générer des effets vibratoires sur les ouvrages de GRTgaz, sont soumises à accord préalable de ce dernier, à qui le maître d'œuvre doit communiquer les informations suivantes, nécessaires à une prise de décision :

- usage d'explosifs : indiquer leur nature, masse et distance des ouvrages de GRTgaz ;
- autres moyens de démolition : évaluer la masse maximum des morceaux de démolition qui seront projetés au sol, la hauteur de chute, la distance des ouvrages de GRTgaz.

Dans une zone de 2 mètres de part et d'autre de la canalisation, sont interdits :

- les modifications de profil du terrain ainsi que la pose de réseaux en parallèle ;
- tout type de constructions ;
- les plantations d'arbres de plus de 2,7 mètres de hauteur et dont les racines descendent à plus de 0,6 mètre ;
- tout fait de nature à nuire à la construction, l'exploitation et la maintenance des ouvrages GRTgaz ;
- les parkings, les stockages de matériaux, les voiries à emprunt longitudinal.

Les recommandations techniques applicables pour les projets de travaux de tiers jointes en annexe seront rigoureusement respectées.

Avant le début des travaux, le demandeur prendra contact avec GRTgaz Poitiers (05.49.52.87.91) pour obtenir une localisation précise de l'ouvrage.

## Article 3 - Réalisation des travaux

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le 11/03/2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le responsable de l'unité urbanisme opérationnel  
de la direction départementale des territoires,



Pascal ROUX

### Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

